

**N° AP 23/43**

## **ARRETE**

### **ARRETE DE DELEGATION TEMPORAIRE DE SIGNATURE DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE DISCIPLINAIRE A MADAME VALERIE PAECHT - DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'arrêté n°1053/06/14/P du 27 Juin 2014 portant détachement de Madame Valérie PAECHT sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services,

**VU** l'élection du Président de la Métropole le 15 Juillet 2020 lors de la séance d'installation du Conseil Métropolitain,

**VU** l'arrêté du Président N° 20/52 du 16/07/2020 relatif à la délégation permanente de signature de Madame Valérie PAECHT concernant les affaires de la Métropole,

**CONSIDERANT** que le Président de la Métropole peut donner sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à Madame Le Directeur Général des Services compte tenu du volume des affaires traitées,

**CONSIDERANT** que Madame Valérie PAECHT a délégation permanente pour l'ensemble des actes, arrêtés concernant les affaires de la Métropole à l'exception des convocations et PV de réunion de séances des instances métropolitaines ainsi que des actes pour lesquels la signature est déléguée à un Vice-Président,

**CONSIDERANT** que néanmoins, dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu d'accorder à Madame Valérie PAECHT, délégation temporaire de signature dans le cadre de la procédure disciplinaire engagée contre Monsieur Julien GRAS, Adjoint technique, agent de la Métropole,

# ARRETE

## ARTICLE UNIQUE

Délégation temporaire est donnée à Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services, à l'effet de signer au nom du Président de la Métropole, tout document et acte relatifs à la procédure disciplinaire engagée contre Monsieur Julien GRAS, adjoint technique, agent de la Métropole, et notamment l'acte portant sanction de ce dernier.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le 06 AVR. 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
Ancien Ministre



